



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2008
Français
Original : arabe

Soixante-troisième session

Point 51 a) de l'ordre du jour

Mondialisation et interdépendance : rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteur : M. Awsan **Al-Aud** (Yémen)

I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 51 de l'ordre du jour (voir A/63/416, par. 2). Elle s'est prononcée sur l'alinéa a) à ses 27^e, 28^e, 29^e et 31^e séances, les 18, 20 et 25 novembre et le 11 décembre 2008. Il est rendu compte de l'examen de cet alinéa par la Commission dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/63/SR.27, 28, 29 et 31).

II. Examen de propositions

A. Projets de résolution A/C.2/63/L.29 et A/C.2/63/L.66

2. À la 27^e séance, le 18 novembre, le représentant d'Antigua-et-Barbuda a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance » (A/C.2/63/L.29), dont le texte était ainsi libellé :

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en cinq parties, sous les cotes A/63/416 et Add.1 à 4.

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 53/169 du 15 décembre 1998, 54/231 du 22 décembre 1999, 55/212 du 20 décembre 2000, 56/209 du 21 décembre 2001, 57/274 du 20 décembre 2002, 58/225 du 23 décembre 2003, 59/240 du 22 décembre 2004, 60/204 du 22 décembre 2005, 61/207 du 20 décembre 2006 et 62/199 du 19 décembre 2007 sur le rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance,

Rappelant également le Document final du Sommet mondial de 2005 et toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier celles qui ont fait suite à ce document dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, notamment la résolution 60/265 en date du 30 juin 2006 intitulée "Suite donnée aux dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs convenus au niveau international",

Réaffirmant le rôle central de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir la coopération internationale pour le développement et la cohérence des politiques du développement à l'échelle mondiale, y compris dans le cadre de la mondialisation et de l'interdépendance,

Réaffirmant également la volonté exprimée dans la Déclaration du Millénaire de veiller à ce que la mondialisation devienne une force positive pour tous les peuples,

Consciente qu'en raison de la mondialisation, qui résulte principalement de la libéralisation économique et du progrès technique, les résultats économiques d'un pays donné sont de plus en plus affectés par des facteurs exogènes et que, pour maximiser équitablement les fruits de la mondialisation, il faut lui apporter des réponses par un partenariat mondial renforcé en faveur du développement, de façon à atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement,

Profondément préoccupée par les crises économiques et financières, qui sévissent actuellement et sont une conséquence directe d'une déréglementation néolibérale débridée et de l'absence de contrôle réglementaire, ainsi que par les crises alimentaire et énergétique et leurs incidences négatives sur la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier pour les pays en développement,

Constatant que les économies nationales sont aujourd'hui imbriquées dans l'économie mondiale, que la mondialisation affecte chaque pays différemment et que, d'un côté, la mondialisation offre des possibilités de commerce et d'investissement, notamment pour combattre la pauvreté, et de l'autre, elle impose des contraintes dans l'application des stratégies nationales de développement,

Réaffirmant son soutien actif à une mondialisation juste et sans laissés-pour-compte, la croissance devant se traduire par une réduction de la pauvreté, et, à cet effet, sa détermination à faire du plein-emploi productif et d'un travail

décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes, un objectif central des politiques nationales et internationales pertinentes comme des stratégies nationales de développement, dont des stratégies de réduction de la pauvreté, dans le cadre des efforts en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

Notant que, dans le contexte de la mondialisation, il faut accorder une attention particulière à l'objectif de protection, de promotion et de renforcement des droits et du bien-être des femmes et des filles, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;
2. *Constate* avec inquiétude que les estimations les plus récentes de la pauvreté font apparaître qu'elle est beaucoup plus répandue qu'on ne le pensait;
3. *Note avec une grave préoccupation* les incidences négatives des crises économiques et financières actuelles, en particulier sur les pays en développement, compte tenu des moyens limités dont ces pays disposent pour faciliter les exportations, accéder au crédit et poursuivre des politiques macroéconomiques anticycliques efficaces, et sur la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement;
4. *Note* que la crise financière actuelle et les mesures d'intervention adoptées par les gouvernements des pays touchés ont mis en évidence l'importance du rôle que joue le secteur public en garantissant un environnement économique sûr et stable;
5. *Note également* qu'il faut parvenir à une plus grande cohérence entre les politiques dans les domaines macroéconomique, commercial, de l'aide, financier, environnemental et d'égalité des sexes pour appuyer l'objectif commun de faire en sorte que la mondialisation fonctionne pour tous;
6. *Insiste* sur la nécessité d'améliorer les mécanismes et les institutions afin de remédier aux carences du système et de promouvoir la cohérence, la complémentarité et la coordination dans l'élaboration de politiques économiques mondiales associant toutes les parties et transparentes;
7. *Souligne* que l'interdépendance croissante des économies nationales à l'heure de la mondialisation et la mise en place de systèmes réglementant les relations économiques internationales signifient que la marge d'action des pays dans le domaine économique, à savoir le champ des politiques nationales, en particulier en matière de commerce, d'investissement et de développement industriel, est aujourd'hui souvent délimitée par des règles et des engagements internationaux et par des considérations de marché au niveau mondial, que c'est à chaque gouvernement d'arbitrer entre les avantages qu'il retirera de l'acceptation des règles et engagements internationaux et les contraintes qui limiteront sa marge d'action, et qu'il est particulièrement important pour les pays en développement, compte tenu des objectifs de développement, que tous les pays soient conscients de la nécessité de concilier au mieux la marge d'action nationale et les règles et engagements internationaux, et, à cet égard, note avec satisfaction les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur la notion de marge d'action, telle qu'elle

est exprimée, entre autres, dans le Consensus de São Paulo et le Document final du Sommet mondial de 2005;

8. *Réaffirme* la volonté d'associer plus largement les pays en développement et les pays en transition à la prise des décisions et à l'établissement de normes internationales dans le domaine économique, souligne qu'à cette fin il importe de s'efforcer de toute urgence de réformer l'architecture financière internationale, en notant que donner davantage voix au chapitre aux pays en développement et aux pays en transition et leur assurer une participation accrue au sein des institutions de Bretton Woods demeurent une préoccupation constante, et demande que soient accomplis de nouveaux progrès tangibles à cet égard;

9. *Souligne* la nécessité d'accroître le financement de l'agriculture pour dynamiser ce secteur, en particulier dans les pays en développement, afin de protéger la sécurité alimentaire, les moyens d'existence des exploitants et le développement rural;

10. *Reconnaît* que les stratégies de croissance et les politiques de l'emploi doivent avoir des objectifs explicites en matière d'emploi pour pouvoir réussir à réduire la pauvreté et que ces politiques doivent tenir compte des disparités dont souffrent les femmes dans l'emploi;

11. *Invite* tous les partenaires de développement à contribuer à renforcer et à appuyer les politiques et les plans des pays en développement en matière de santé et d'éducation en leur fournissant une assistance et des moyens de financement conformément à leurs besoins et à leurs priorités de développement;

12. *Note* que les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans la création d'établissements capables de dispenser un enseignement primaire, secondaire et supérieur de haute qualité, et notamment de définir clairement la voie à suivre pour mettre en place, à long terme, un système d'enseignement supérieur global, diversifié et bien structuré;

13. *Reconnaît* qu'il faut disposer de systèmes de santé efficaces et équitables pour appliquer concrètement les programmes de prévention, de soins et de surveillance indispensables pour atteindre des objectifs de santé précis, tels que la réduction de la mortalité infantile et maternelle et la lutte contre la propagation de maladies comme le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme;

14. *Note* que les efforts réalisés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement devraient également prévoir une intensification de la lutte contre les maladies tropicales orphelines;

15. *Reconnaît* la nécessité de politiques et de mesures propres à promouvoir des modes de production et de consommation viables, les pays développés montrant la voie à cet égard;

16. *Souligne* la nécessité de renforcer les engagements en matière de transfert de technologie, en prévoyant à ce sujet des conditions plus favorables dans les accords commerciaux multilatéraux, et de prendre des initiatives concrètes pour faciliter le transfert de technologie vers les pays en développement afin de les aider à mettre en œuvre leurs stratégies de développement durable;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quatrième session un rapport sur le thème “Mondialisation et développement : rôle de l’Organisation des Nations Unies et des organisations financières internationales dans le contexte de la crise financière et économique actuelle” au titre de la question intitulée “Mondialisation et interdépendance”;

18. *Décide* d’inscrire à l’ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session, au titre de la question intitulée “Mondialisation et interdépendance”, une question subsidiaire intitulée “Rôle des Nations Unies s’agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l’interdépendance”. »

3. À sa 31^e séance, le 11 décembre, la Commission était saisie d’un projet de résolution intitulé « Rôle des Nations Unies s’agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l’interdépendance » (A/C.2/63/L.66), présenté par le Vice-Président de la Commission, Troy Torrington (Guyana), à l’issue de consultations officielles sur le projet de résolution A/C.2/63/L.29.

4. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution n’avait pas d’incidences sur le budget-programme.

5. À la même séance également, à la suite d’une déclaration du Vice-Président (Guyana), la représentante des Pays-Bas a modifié oralement le texte du projet de résolution en sa qualité d’intermédiaire (voir A/C.2/63/SR.31).

6. Toujours à sa 31^e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/63/L.66, tel que modifié oralement (voir par. 20, projet de résolution I).

7. Le projet de résolution A/C.2/62/L.66 ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution A/C.2/63/L.29 ont retiré ce dernier.

B. Projets de résolution A/C.2/63/L.33 et A/C.2/63/L.47

8. À la 27^e séance, le 18 novembre, le représentant d’Antigua-et-Barbuda a présenté, au nom des États Membres de l’Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire » (A/C.2/63/L.33), dont le texte était ainsi libellé :

« *L’Assemblée générale,*

Rappelant les dispositions visant à soutenir les efforts de développement des pays à revenu intermédiaire et à répondre à leurs besoins figurant dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, notamment la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005, ainsi que les dispositions pertinentes des résolutions de l’Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 62/208 du 19 décembre 2007 intitulée “Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies”, dans laquelle elle constate que les pays à revenu intermédiaire se heurtent toujours à de graves problèmes en ce qui concerne l’élimination de la pauvreté et qu’il faudrait soutenir les efforts déployés pour résoudre ces

problèmes, notamment en appuyant l'élaboration effective de politiques de coopération globale, pour que les résultats obtenus jusqu'ici perdurent,

Soulignant qu'il faut se préoccuper des besoins des pays à revenu intermédiaire en matière de développement, notamment ceux qui figurent dans les textes issus des processus internationaux de développement économique,

Constatant que les pays à revenu intermédiaire se heurtent toujours à de graves problèmes et obstacles qui les empêchent d'atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment dans la Déclaration du Millénaire, et que l'appui international aux efforts de développement de ces pays doit être renforcé, compte tenu de leurs caractéristiques et de leurs situations économiques et sociales, ainsi que de leurs besoins et priorités spécifiques,

Notant que le classement des pays à revenu intermédiaire par catégorie, en particulier les moyennes fondées sur des critères tels que le revenu par habitant, ne donnent pas toujours une idée exacte des particularités et des besoins réels de ces pays en matière de développement,

Prenant note des textes issus des conférences internationales sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire tenues à Madrid, El Salvador et Windhoek ainsi que de la conférence régionale sur l'accroissement de la compétitivité des pays à revenu intermédiaire en Afrique, tenue au Caire,

1. *Souligne* qu'il importe que l'appui international soit renforcé pour que les pays à revenu intermédiaire puissent répondre à leurs besoins en matière de développement;

2. *Constate* les résultats obtenus par les pays à revenu intermédiaire en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris dans la Déclaration du Millénaire, et les efforts qu'ils déploient à cette fin, ainsi que leur importante contribution au développement mondial et à la promotion de la coopération Sud-Sud;

3. *Constate* la solidarité dont font preuve les pays à revenu intermédiaire envers d'autres pays en développement en vue d'appuyer leurs efforts de développement, notamment dans le contexte de la coopération Sud-Sud;

4. *Souligne* qu'il importe de renforcer la coopération internationale en faveur des pays à revenu intermédiaire afin de contribuer à la stabilité économique mondiale et régionale;

5. *Invite* les organismes du système des Nations Unies œuvrant pour le développement à accroître leur appui aux pays à revenu intermédiaire et à renforcer la coordination et les échanges de données d'expérience dans ce domaine avec les autres organisations internationales, les institutions financières internationales et les organisations régionales;

6. *Approuve* la décision prise par les pays à revenu intermédiaire d'organiser chaque année des conférences de suivi et d'autres réunions sur leur développement et, à cet égard, invite les organismes du système des Nations Unies et les autres organisations internationales à appuyer ces efforts;

7. *Décide* qu'il y aurait lieu de procéder à un examen exhaustif des pratiques actuellement suivies par les organismes internationaux de coopération – fonds, programmes et institutions des Nations Unies, institutions financières internationales et autres organisations internationales, y compris l'Organisation de coopération et de développement économique – en ce qui concerne leur coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire afin de rendre celle-ci plus efficace et de mobiliser un appui international en faveur des efforts de développement de ces pays;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, à sa soixante-quatrième session, un rapport sur la suite qui aura été donnée à la présente résolution, notamment au paragraphe 7 ci-dessus;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session, au titre de la question intitulée "Mondialisation et interdépendance", une question subsidiaire intitulée "Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire". »

9. À sa 29^e séance, le 25 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire » (A/C.2/63/L.47), présenté par le Vice-Président de la Commission, Troy Torrington (Guyana), à l'issue de consultations officieuses sur le projet de résolution A/C.2/63/L.33.

10. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

11. Toujours à sa 29^e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/63/L.47 (voir par. 20, projet de résolution II).

12. Après l'adoption du projet de résolution, le Vice-Président (Guyana) et la représentante de l'Espagne, en sa qualité d'intermédiaire, ont fait des déclarations (voir A/C.2/63/SR.29).

13. Le projet de résolution A/C.2/62/L.47 ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution A/C.2/63/L.33 ont retiré ce dernier.

C. Projet de résolution A/C.2/63/L.34

14. À la 28^e séance, le 20 novembre, le représentant d'Antigua-et-Barbuda a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Vers un nouvel ordre économique international » (A/C.2/63/L.34).

15. À la 31^e séance, le 11 décembre, le représentant d'Antigua-et-Barbuda a modifié oralement le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine (voir A/C.2/63/SR.31).

16. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

17. À la même séance également, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/63/L.34, tel que modifié oralement, par 115 voix contre une, avec

49 abstentions (voir par. 20, projet de résolution III). Les voix se sont réparties comme suit¹ :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique

Se sont abstenus :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine

18. Les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Mexique, du Canada et de l'Australie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote ; les représentants de la France (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Chili, du Pérou et de la Colombie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote (voir A/C.2/63/SR.31).

19. Ensuite, le représentant de Cuba a fait une déclaration (voir A/C.2/63/SR.31).

¹ Par la suite, la délégation serbe a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

III. Recommandation de la Deuxième Commission

20. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I
Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir
le développement dans le contexte de la mondialisation
et de l'interdépendance

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 53/169 du 15 décembre 1998, 54/231 du 22 décembre 1999, 55/212 du 20 décembre 2000, 56/209 du 21 décembre 2001, 57/274 du 20 décembre 2002, 58/225 du 23 décembre 2003, 59/240 du 22 décembre 2004, 60/204 du 22 décembre 2005, 61/207 du 20 décembre 2006 et 62/199 du 19 décembre 2007 sur le rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance,

Rappelant également le Document final du Sommet mondial de 2005¹ et toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier celles qui ont fait suite à ce document dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, notamment la résolution 60/265 du 30 juin 2006 relative à la suite donnée aux dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs convenus au niveau international,

Réaffirmant le rôle central de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir la coopération internationale pour le développement et la cohérence des politiques de développement à l'échelle mondiale, y compris dans le cadre de la mondialisation et de l'interdépendance,

Réaffirmant également la volonté exprimée dans la Déclaration du Millénaire² de faire en sorte que la mondialisation soit une force positive au service de tous les peuples,

Considérant que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables,

Consciente qu'en raison de la mondialisation, qui résulte principalement de la libéralisation économique et du progrès technique, les résultats économiques d'un pays donné sont de plus en plus affectés par des facteurs exogènes et que, pour maximiser équitablement les fruits de la mondialisation, il faut lui apporter des réponses par un partenariat mondial renforcé en faveur du développement, de façon à atteindre les objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement,

Se disant préoccupée par le fait que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est supérieur aux estimations précédentes³, malgré des progrès importants,

¹ Voir résolution 60/1.

² Voir résolution 55/2.

³ Estimations de la Banque mondiale d'août 2008, établies après une révision du seuil de pauvreté.

et que la crise financière et la crise liée à l'insécurité alimentaire, de même que le caractère imprévisible du coût de l'énergie, peuvent gravement compromettre la réalisation des objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement,

Constatant que les économies nationales sont aujourd'hui imbriquées dans l'économie mondiale, que la mondialisation affecte chaque pays différemment et que, d'un côté, celle-ci offre des possibilités de commerce et d'investissement, notamment pour combattre la pauvreté, et de l'autre, impose des contraintes dans l'application des stratégies nationales de développement,

Réaffirmant son soutien actif à une mondialisation juste qui profite à tous, la croissance devant se traduire par une réduction de la pauvreté, et, à cet effet, sa volonté résolue de faire du plein emploi productif et d'un travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes, un objectif central des politiques nationales et internationales pertinentes comme des stratégies nationales de développement, dont des stratégies de réduction de la pauvreté, dans le cadre de l'action menée pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement,

Notant que, dans le contexte de la mondialisation, il faut accorder une attention particulière à l'objectif de protection, de promotion et de renforcement des droits et du bien-être des femmes et des filles, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing⁴,

Réaffirmant son engagement en faveur de systèmes monétaires, financiers et commerciaux bien gérés, équitables et transparents et son attachement à un système commercial et à un système financier multilatéraux qui soient ouverts, équitables, réglementés, prévisibles et non discriminatoires,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁵;

2. *Se dit profondément préoccupée* par les conséquences qu'ont la crise financière actuelle et le ralentissement de l'économie mondiale pour les pays en développement qui cherchent à obtenir le financement qu'exigent leurs objectifs de développement, et souligne que les pays en développement et en transition risquent de régresser fortement sur la voie de ces objectifs ainsi que des objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement;

3. *Note* les mesures prises par les gouvernements pour faire face à la crise mondiale actuelle et, à cet égard, demande à tous les pays de gérer leurs politiques macroéconomiques et financières de manière à contribuer à la stabilité mondiale et à une croissance économique soutenue, ainsi qu'à un développement durable;

4. *Note également* qu'il faut parvenir à une plus grande cohérence entre les politiques sur les plans macroéconomique, commercial, financier et environnemental et dans les domaines de l'aide et de l'égalité des sexes pour faciliter la réalisation de l'objectif commun, à savoir faire en sorte que la mondialisation soit une force positive au service de tous;

⁴ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁵ A/63/333.

5. *Note en outre* que les nouveaux instruments financiers très mondialisés continuent de changer la nature des risques qui pèsent sur l'économie mondiale, d'où la nécessité de continuer à renforcer les mécanismes de surveillance et de réglementation des marchés, et souligne que, pour accroître la résilience du système financier international, il faudra procéder à des réformes visant à renforcer les cadres de réglementation et de supervision des marchés financiers;

6. *Souligne* que l'interdépendance croissante des économies nationales à l'heure de la mondialisation et la mise en place de systèmes réglementant les relations économiques internationales signifient que la marge d'action des pays dans le domaine économique, à savoir le champ des politiques nationales, en particulier en matière de commerce, d'investissement et de développement industriel, est aujourd'hui souvent délimitée par des règles et des engagements internationaux et par des considérations de marché au niveau mondial, qu'il appartient à chaque gouvernement d'arbitrer entre les avantages découlant de l'acceptation des règles et engagements internationaux et les contraintes qui limiteront sa marge d'action, et qu'il est particulièrement important pour les pays en développement, compte tenu des objectifs de développement, que tous les pays soient conscients de la nécessité de concilier au mieux la marge d'action nationale et les règles et engagements internationaux, et, à cet égard, prend acte avec satisfaction des conclusions des travaux de la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Accra du 20 au 25 avril 2008⁶;

7. *Réaffirme* que la bonne gouvernance est indispensable au développement durable; que des politiques économiques rationnelles, de solides institutions démocratiques à l'écoute des besoins des populations et de meilleures infrastructures sont à la base d'une croissance économique soutenue, de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois; que la liberté, la paix et la sécurité, la stabilité intérieure, le respect des droits de l'homme, y compris du droit au développement, et l'état de droit, l'égalité des sexes, des politiques fondées sur l'économie de marché et la volonté de créer des sociétés justes et démocratiques sont également indispensables et constituent des objectifs qui se renforcent mutuellement;

8. *Réaffirme également* qu'une bonne gouvernance internationale est indispensable au développement durable et qu'il importe, pour que l'environnement économique international soit dynamique et porteur, de promouvoir une bonne gestion des affaires économiques mondiales en prêtant attention aux tendances de la finance, du commerce, des technologies et des investissements internationaux qui ont des incidences sur les perspectives de développement des pays en développement, et que, à cet effet, la communauté internationale devrait prendre toutes les mesures nécessaires, notamment soutenir des réformes structurelles et macroéconomiques, le règlement global du problème de la dette extérieure et l'ouverture des marchés aux exportations des pays en développement;

9. *Réaffirme en outre* que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement, que l'on ne saurait exagérer le rôle des politiques et des stratégies nationales de développement dans la réalisation du développement durable, et que les efforts fournis par les pays devraient être complétés par des politiques, mesures et programmes d'appui mondiaux tendant à offrir aux pays en développement de meilleures chances de développement sans méconnaître la

⁶ Voir TD/442 et Corr.1.

situation de chaque pays ni les prérogatives, les stratégies et la souveraineté nationales;

10. *Réaffirme* la volonté d'associer plus largement les pays en développement et les pays en transition à la prise des décisions et à l'établissement des normes internationales dans le domaine économique, souligne qu'à cette fin il importe de continuer de s'efforcer de réformer l'architecture financière internationale, en notant que donner davantage voix au chapitre aux pays en développement et aux pays en transition et leur assurer une participation accrue au sein des institutions de Bretton Woods demeurent une préoccupation constante, et demande que soient accomplis de nouveaux progrès tangibles à cet égard;

11. *Souligne* la nécessité d'accroître l'appui aux investissements destinés à améliorer la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement, pour que soient réalisés les objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement;

12. *Invite* tous les partenaires de développement à contribuer à renforcer et à appuyer les politiques et les plans des pays en développement en matière de santé et d'éducation en leur fournissant une assistance et des moyens de financement conformément à leurs besoins et à leurs priorités de développement;

13. *Demande* aux gouvernements d'accorder un rang de priorité élevé à l'éducation, notamment en créant des institutions, en particulier des établissements d'éducation de base et de formation professionnelle, et en améliorant l'accès à un enseignement primaire, secondaire et supérieur de meilleure qualité, notamment en définissant clairement la voie à suivre pour mettre en place, à long terme, un système d'enseignement supérieur global, diversifié et bien structuré;

14. *Engage* les pays à accroître les dépenses publiques et à encourager l'investissement privé et communautaire pour atteindre les buts et objectifs fixés au niveau international dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'hygiène, de façon compatible avec les objectifs de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès équitable et des objectifs de santé précis tels que la réduction de la mortalité maternelle et infantile et la lutte contre la propagation de maladies comme le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme;

15. *Demande* à tous les pays d'encourager des modes de production et de consommation viables sous l'impulsion des pays développés et dans l'intérêt de tous les pays, en tenant compte des principes de Rio, notamment le principe des responsabilités communes mais différenciées énoncé dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (principe 7)⁷;

16. *Souligne* que tous les pays doivent mettre à profit les connaissances et la technologie et stimuler l'innovation s'ils veulent être compétitifs et tirer parti du commerce et de l'investissement et, à cet égard, insiste sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour faciliter le transfert de technologie vers les pays en développement à des conditions équitables, transparentes et convenues d'un commun accord afin d'aider ces pays à mettre en œuvre leurs stratégies de développement durable;

⁷ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quatrième session un rapport sur le thème « Mondialisation et interdépendance : rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre la pauvreté et le développement durable » au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance »;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session, au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance », une question subsidiaire intitulée « Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance ».

Projet de résolution II

Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire

L'Assemblée générale,

Rappelant les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, notamment la Déclaration du Millénaire¹ et le Document final du Sommet mondial de 2005², ainsi que les dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 62/208 du 19 décembre 2007, intitulée « Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies », dans laquelle elle constate que les pays en développement à revenu intermédiaire doivent encore surmonter des difficultés non négligeables dans la lutte contre la pauvreté et que leurs efforts sur ce terrain doivent être soutenus pour que les progrès soient définitivement acquis, notamment grâce à la fourniture d'une assistance pour l'élaboration effective de politiques générales de coopération,

Soulignant que les pays à revenu intermédiaire doivent assumer la responsabilité première de leur développement et que leurs efforts doivent être complétés par des programmes, mesures et politiques mondiaux qui concourent à élargir leurs possibilités de développement, tout en tenant compte de la situation propre à chaque pays,

Notant que les moyennes nationales fondées sur des critères tels que le revenu par habitant ne donnent pas toujours une idée exacte des particularités et des besoins réels des pays à revenu intermédiaire en matière de développement, et consciente du fait que ces pays présentent des caractéristiques très diverses,

Prenant note des textes issus des conférences internationales sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire tenues à Madrid³, El Salvador⁴ et Windhoek⁵ ainsi que de la conférence régionale sur l'accroissement de la compétitivité des pays à revenu intermédiaire en Afrique, tenue au Caire⁶,

1. *Constata* que les pays à revenu intermédiaire continuent à se heurter à d'énormes difficultés dans les efforts qu'ils déploient pour atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international et, à cet égard, souligne qu'il importe de fournir un appui international, sous diverses formes, qui soit pleinement conforme aux priorités nationales pour répondre aux besoins de développement de ces pays;

2. *Prend note* des efforts déployés et des succès remportés par un grand nombre de pays à revenu intermédiaire dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment dans la Déclaration du Millénaire, ainsi que de leur importante

¹ Voir résolution 55/2.

² Voir résolution 60/1.

³ A/62/71-E/2007/90.

⁴ A/62/483-E/2007/90.

⁵ A/C.2/63/3.

⁶ Tenue les 11 et 12 mars 2008 pour déterminer comment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pourraient mieux adapter leurs services aux besoins des pays à revenu intermédiaire en Afrique.

contribution au développement et à la stabilité économique, aux échelons mondial et régional;

3. *Constate* la solidarité dont font preuve les pays à revenu intermédiaire envers d'autres pays en développement en vue d'appuyer leurs efforts de développement, notamment dans le contexte de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire;

4. *Invite* les organismes des Nations Unies œuvrant pour le développement à apporter leur appui, selon que de besoin, aux pays à revenu intermédiaire et à améliorer la coordination et les échanges de données d'expérience dans ce domaine avec les autres organisations internationales, les institutions financières internationales et les organisations régionales;

5. *Salue* l'initiative prise par les pays à revenu intermédiaire d'organiser chaque année des conférences de suivi et d'autres réunions sur leur développement et, à cet égard, demande aux organismes des Nations Unies de continuer à appuyer ces efforts en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, à sa soixante-quatrième session, un rapport détaillé sur la suite qui aura été donnée à tous les éléments de la présente résolution, au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance », dans lequel il mettra l'accent sur les stratégies et les mesures adoptées par les organismes des Nations Unies œuvrant pour le développement en ce qui concerne la coopération avec les pays à revenu intermédiaire aux fins du développement, et tiendra compte de l'activité d'autres organisations internationales compétentes, dont les institutions financières internationales.

Projet de résolution III

Vers un nouvel ordre économique international

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies qui visent à promouvoir le progrès économique et social de tous les peuples,

Rappelant les principes de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, respectivement, tels qu'énoncés dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), qu'elle a adoptées à sa sixième session extraordinaire, le 1^{er} mai 1974,

Considérant que 2009 marque le trente-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et de son Programme d'action,

Réaffirmant la Déclaration du Millénaire¹,

Rappelant les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, notamment les buts et objectifs de développement qui y sont énoncés, et consciente du rôle crucial que jouent ces conférences et réunions au sommet pour parvenir à une conception élargie du développement et arrêter des objectifs d'un commun accord,

Constatant avec préoccupation que les crises internationales qui sévissent actuellement dans les domaines de l'économie, des finances, de l'énergie et de l'alimentation ainsi que les problèmes qu'engendrent les changements climatiques aggravent la situation internationale et nuisent aux perspectives de développement des pays en développement, tout en menaçant de creuser encore l'écart entre pays développés et pays en développement, notamment en matière de technologie et de revenu,

1. *Réaffirme* qu'il faut continuer de s'employer à instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur les principes d'équité, d'égalité souveraine, d'interdépendance, d'intérêt commun, de coopération et de solidarité entre tous les États;

2. *Décide* de procéder à un examen approfondi de la situation économique internationale et de ses incidences sur le développement au cours de sa soixante-quatrième session et, à cet effet, prie le Secrétaire général de faire figurer dans le prochain rapport qu'il présentera au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance » une vue d'ensemble des grands problèmes d'ordre économique et de politique générale qu'il faudra résoudre sur le plan international pour assurer une croissance économique soutenue et un développement durable qui soient équitables et sans exclusive, ainsi que du rôle que peut jouer l'Organisation des Nations Unies à cet égard, compte tenu des principes pertinents énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

¹ Voir résolution 55/2.